

Oyewole Oginni

Comment empêcher le « banditisme djihadiste » de devenir la nouvelle norme dans le bassin du lac Tchad

Le violent conflit dans le bassin du lac Tchad reste d'actualité. Les insurgés de Boko Haram adoptent désormais le mode opératoire d'autres groupes criminels sans base idéologique afin de réduire leur exposition au risque dans les zones qu'ils contrôlaient auparavant. Ce changement de tactique et la formation d'une double identité qui en résulte compliquent l'instauration d'une paix durable et nécessitent des ajustements politiques.

Recommandations

1 Privilégier les perspectives locales sur l'évolution des risques sécuritaires, y compris le banditisme djihadiste

Il existe un décalage entre les connaissances locales et les connaissances de haut niveau sur les nouveaux défis sécuritaires dans les zones précédemment contrôlées par Boko Haram/ISWAP (l'État islamique en Afrique de l'Ouest). Les perspectives des communautés locales, des autorités et des agences de sécurité sur les nouveaux défis sécuritaires (y compris le banditisme djihadiste) doivent être renforcées. Une communication structurée et régulière sous la forme de réunions publiques dans les localités où Boko Haram est actif constitue un mécanisme potentiel pour assurer l'échange d'informations et la conception conjointe de solutions au problème.

2 Renforcer les services sociaux dans les zones touchées par le banditisme djihadiste

La plupart des régions reprises à Boko Haram/ISWAP restent des hauts lieux du trafic de drogue et du banditisme transfrontalier. Le chômage des jeunes y est également très répandu et les services sociaux y sont insuffisants. Les opérations militaires ne peuvent à elles seules remplacer l'absence de l'État dans ces régions et freiner l'enrôlement (le ré-enrôlement) par Boko Haram. Les gouvernements devraient renforcer les prestations de services sociaux (soins de santé, services d'éducation et opportunités professionnelles) dans les zones reprises aux groupes armés et où les opérations militaires sont toujours en cours, afin d'empêcher la population de rejoindre (à nouveau) Boko Haram/ISWAP.

3 Garantir une justice rapide et sûre dans les litiges en cours relatifs aux ressources locales exploitées par les insurgés djihadistes

La mauvaise gestion des ressources naturelles (i.e. l'accès à la terre et à l'eau) a créé des rivalités entre les différents groupes ethniques et religieux dans les zones anciennement contrôlées par Boko Haram/ISWAP, entraînant des tensions ethno-religieuses dues à des perceptions d'injustice. Pour empêcher les insurgés djihadistes d'exploiter les tensions locales, les gouvernements des pays touchés devraient renforcer les mécanismes de justice (tels que la magistrature et/ou les mécanismes traditionnels de résolution des litiges impliquant des représentants de la communauté et la pratique de la justice réparatrice) pour les rendre plus rapides, plus responsables et plus transparents et pour qu'ils permettent aux procureurs, à la police et aux tribunaux de collaborer plus efficacement dans le cadre des litiges liés aux ressources locales.

Le banditisme djihadiste: une menace latente

Les bandits sont généralement désignés comme un groupe d'individus ou de gangs engagés dans différents types d'activités criminelles qui utilisent la violence ou la menace de la violence pour atteindre leurs objectifs. Les insurgés djihadistes sont un groupe d'individus motivés par une interprétation particulière de l'idéologie islamique connue sous le nom de « djihad ». Ils opèrent en dehors des limites de l'autorité légale pour obtenir un gain financier. Les insurgés djihadistes s'engagent dans une lutte violente (« guerre sainte ») et profèrent des menaces violentes à l'encontre de leurs ennemis présumés, notamment les gouvernements ou les individus dont les opinions diffèrent des interprétations islamiques. Les interactions évolutives et complexes entre les bandits et les insurgés djihadistes ont suscité des inquiétudes quant à la meilleure façon d'aborder ces groupes dans les contextes de conflit, donnant lieu à des concepts tels que la « djihadisation des bandits » ou la « banditisation du djihadisme ».

Les bandits sont souvent perçus comme un risque moindre pour la sécurité de l'État que les insurgés djihadistes dont les ambitions politiques entrent en concurrence avec celles du pouvoir souverain de l'État.

Contexte

Depuis 2017, les acteurs gouvernementaux et les agences internationales (USAID, 2017) ont indiqué à plusieurs reprises que la situation dans le nord-est du Nigeria, épicerie du conflit avec Boko Haram, revenait à la « normale ». En janvier 2023, par exemple, le président Muhammadu Buhari, dans une déclaration de la présidence, s'est dit « ravi du retour de la paix et de la normalité dans l'État de Yobe et le nord-est du Nigeria » (Gouvernement fédéral du Nigeria, 2023). Ce discours n'est pas nouveau (Oginni, 2023) et a été utilisé à plusieurs reprises par l'armée nigérienne (Agence France-Presse, 2018), entre autres.

Nous soutenons que si la capacité de Boko Haram à lancer des attaques à grande échelle contre des civils a diminué ces dernières années, cela n'implique pas un retour à la normale dans les zones anciennement contrôlées par les insurgés de Boko Haram/ISWAP dans la région du bassin du lac Tchad (LCB). Au contraire, nos recherches montrent que les stratégies de Boko Haram évoluent à mesure que le conflit violent se poursuit. L'inaction risque de normaliser une nouvelle activité des insurgés qui pourrait déstabiliser davantage la région, à savoir: le banditisme djihadiste.

En raison des offensives gouvernementales et des conflits internes permanents entre les groupes dissidents de Boko Haram (ISWAP ; Jama'atu Ahlis Sunna Lidda'awati wal-Jihad-JAS ; faction Bakura), les attaques à grande échelle des insurgés djihadistes contre les civils et les institutions de l'État ont diminué par rapport au nombre d'incidents violents signalés dans la région du LCB il y a cinq ans (Institute for Economics & Peace, 2024). Ce changement s'est toutefois accompagné d'une augmentation du banditisme, en particulier au Nigeria, mais également dans les pays voisins. Ce tournant radical reflète l'affaiblissement de la capacité des insurgés djihadistes à s'approprier violemment les riches ressources agricoles et animales autour du lac Tchad et les limites du financement des « activités du djihad ». En conséquence, leur programme idéologique (tel que l'établissement d'un califat islamique) évolue vers la banditisation du djihadisme, que nous appelons « banditisme djihadiste ».

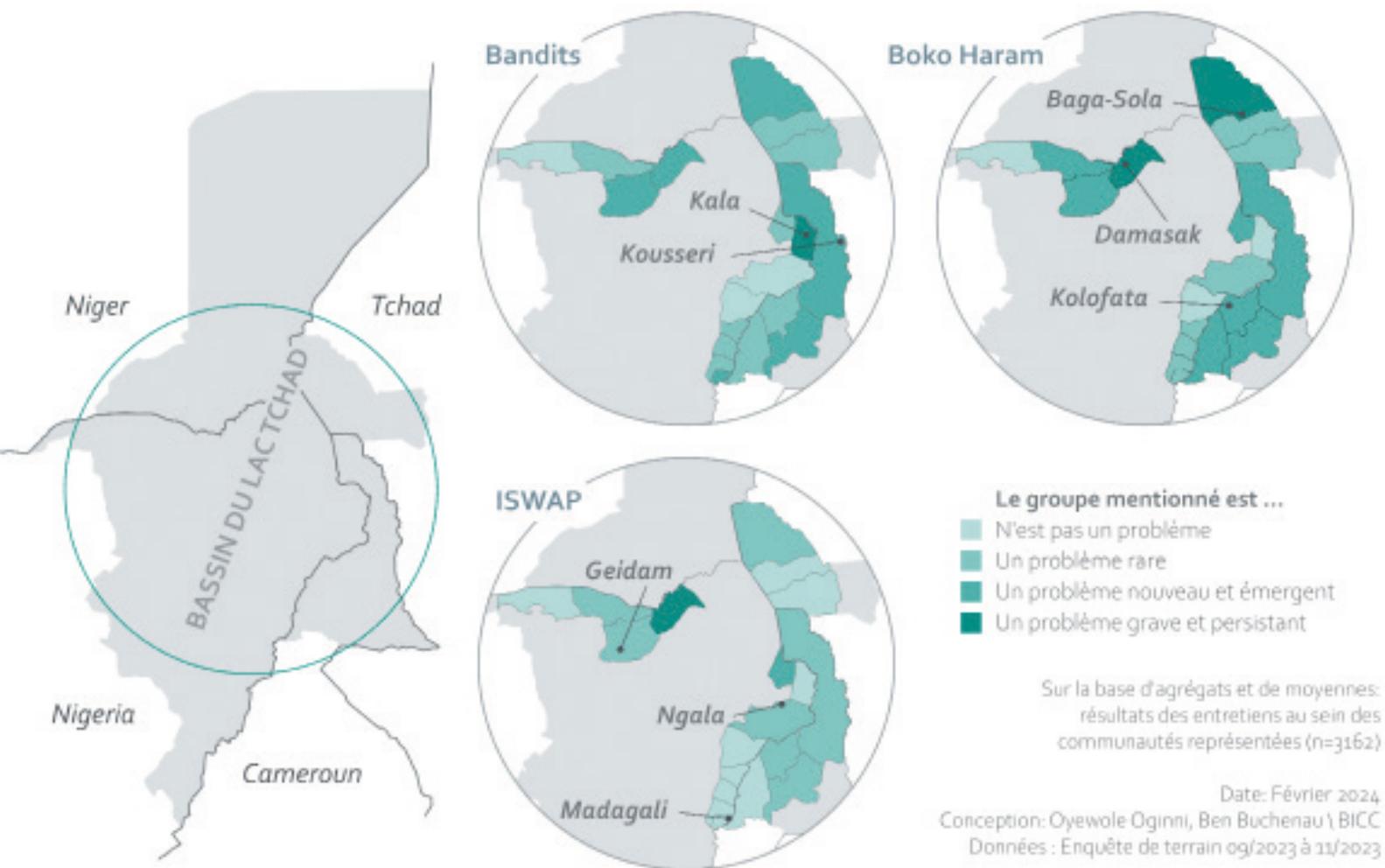
Les bandits djihadistes ciblent les commerçants, les éleveurs et les agriculteurs transfrontaliers pour les enlever, voler le bétail et se venger. L'invasion des

terres agricoles et des habitations civiles dans les zones reculées semble être une nouvelle stratégie adoptée par les insurgés djihadistes pour compenser les pénuries alimentaires dans les camps contrôlés par les groupes armés. Des entretiens avec des transfuges de 15 communautés frontalières de la région de l'Extrême-Nord du Cameroun et du Nord-Est du Nigeria ont établi un lien entre l'exode massif des membres des familles de Boko Haram et de leurs associés et les pénuries alimentaires dans les camps des insurgés djihadistes. Contrairement aux insurgés de l'ISWAP, qui ciblent principalement l'appareil d'État, un schéma similaire peut être observé dans les perceptions communautaires de la menace que représentent les bandits et Boko Haram (illustration 1).

Les bandits sont souvent perçus comme un risque moindre pour la sécurité de l'État que les insurgés djihadistes dont les ambitions politiques entrent en concurrence avec celles du pouvoir souverain de l'État.

banditisme a été rapporté comme un problème grave et persistant, la présence de Boko Haram l'était également. Par exemple, dans les communautés frontalières du Niger, 72 % des personnes interrogées considèrent que l'incidence du banditisme et la présence des insurgés de Boko Haram constituent un problème grave et persistant. Dans les provinces du Lac et de Hadjer-Lamis au Tchad (i.e. Liwa, Bol, Mani, Baga-Sola), 63 % des personnes interrogées étaient du même avis, à savoir que l'incidence du banditisme et la présence des insurgés de Boko Haram constituaient un problème grave et persistant.

La transformation de Boko Haram d'insurgés djihadistes (ayant en vue un califat islamique) en insurgés criminels se déroule comme suit : premièrement, les insurgés de Boko Haram se livrent au pillage et à la destruction de biens en utilisant les mêmes tactiques que d'autres groupes armés non djihadistes de la région (par ex. les milices d'éleveurs armés et les réseaux criminels organisés).



Les forces de défense et de sécurité étatiques leur accordent donc moins d'attention. Mais notre enquête menée dans 20 provinces frontalières auprès de 4 575 personnes¹ situées dans des zones anciennement contrôlées par Boko Haram/ISWAP montre que là où le

Illustration 1 : Perception de la menace par les communautés dans les zones anciennement contrôlées par les groupes armés

Deuxièmement, les insurgés de Boko Haram collaborent avec les réseaux criminels organisés existants, alimentant ainsi les conflits ethniques non résolus et en cours au niveau communautaire, et qui sont notamment liés aux ressources (voir ci-dessous). Troisièmement, les insurgés djihadistes maintiennent une bonne communication avec certains membres de la communauté qui les aident à accéder au marché pour vendre le produit des activités de banditisme. Par exemple, un participant provenant de l'une des communautés frontalières entre le Nigeria et le Niger a déclaré que « les personnes qui acceptent de travailler avec eux [Boko Haram] sont payées pour leurs services ; Boko Haram n'est plus le même groupe que celui que nous connaissions il y a quelques années, qui attaquait les villages sans discernement. Il opère en solo ».

Face aux risques sécuritaires posés par le banditisme djihadiste dans les zones reprises à Boko Haram/ISWAP, cette bicc policy brief recommande les réponses politiques suivantes :

Privilégier les perspectives locales sur l'évolution des risques sécuritaires y compris le banditisme djihadiste

Comme indiqué plus haut, les tactiques actuelles de Boko Haram imitent la manière dont les bandits opèrent dans la région : pillages et enlèvements non coordonnés et isolés, sans message clair pour la population locale. Les résultats de notre étude² montrent en outre que plus de 50 % de la population locale pourrait distinguer les opérations des insurgés djihadistes de celles des bandits et donc fournir un compte rendu précis de l'évolution des insurgés au fur et à mesure que le conflit violent se poursuit. **Cela offre une opportunité de renforcer les perspectives des communautés locales, des autorités et des agences de sécurité sur les nouveaux défis sécuritaires dans les zones anciennement contrôlées par Boko Haram/ISWAP.** Ces acteurs sont les mieux placés pour donner des conseils sur la manière d'optimiser les alertes et les réponses aux insurgés djihadistes. Une communication structurée et régulière sous la forme de réunions publiques dans les localités où Boko Haram est actif constitue un mécanisme potentiel pour assurer le partage d'informations et la conception conjointe de solutions au problème.

Comme l'a souligné l'un des participants à l'étude,

« il est plus facile de communiquer avec Boko Haram dans la forêt que d'avoir une compréhension commune avec l'autorité militaire sur les questions de sécurité au niveau de la communauté » (entretien, nord-est du Nigeria, août 2023).

Les gouvernements devraient donc utiliser les échanges réguliers suggérés ci-dessus pour améliorer les systèmes de signalement locaux, par exemple pour répondre aux besoins de protection des membres de la communauté qui sont prêts à partager des informations sur les risques de sécurité potentiels ou imminents et pour renforcer l'adhésion des agences de sécurité aux règles d'engagement dans ces zones.

Renforcer les services sociaux dans les zones touchées par le banditisme djihadiste

Dans de nombreuses communautés précédemment contrôlées par les insurgés de Boko Haram, les chômeurs risquent fort d'être à nouveau recrutés par les réseaux d'insurgés djihadistes et de crime organisé en raison des difficultés qu'ils éprouvent à retrouver des moyens de subsistance légaux, à accéder aux services sociaux de base et à gagner leur vie. La plupart des anciens associés interrogés ont déclaré qu'ils avaient rejoint Boko Haram/ISWAP pour obtenir un gain financier ou pour se protéger ou protéger leur communauté. Les participants à nos recherches sur le terrain ont fait part de leur expérience du risque potentiel de réenrôlement dans les communautés frontalières entre le Nigeria et le Cameroun :

« Il y a environ deux semaines, huit jeunes sont arrivés de la forêt avec des armes. Ils ne pouvaient pas avoir l'argent ou les moyens d'acheter ces armes. C'étaient des enfants de pauvres » (entretien, Madagali, nord-est du Nigeria, août 2023).

« ...il y avait des adolescentes dans la forêt de Sambisa. Lorsqu'elles sont rentrées chez elles, les gens ont fêté leur retour. Après quelques mois, ces femmes sont retournées à Sambisa car elles n'avaient pas d'argent. Elles ont vendu leurs biens et sont reparties » (entretien, Michika, Nigeria, août 2023).

Malgré les progrès réalisés par la Force multinationale mixte (FMM) pour contenir l'expansion des insurgés de Boko Haram, nos recherches sur le terrain suggèrent que les zones anciennement contrôlées par les groupes armés restent des hauts lieux du trafic de drogue et du trafic de produits médicaux par les insurgés djihadistes. Dans les communautés frontalières entre le Nigeria et le Cameroun et entre le Nigeria et le Niger – nous l'avons-nous-mêmes observé, et les participants à notre étude ont exprimé de sérieuses inquiétudes à ce sujet – il existe un grand nombre de pseudo-pharmacies utilisées pour le trafic d'un psychostimulant synthétique illégal et hautement addictif connu sous le nom d'« ICE ». Comme l'a rapporté l'un des participants à notre étude, « un jeune homme a été arrêté pour avoir fait du trafic d'« ICE » dans la brousse [i.e. la forêt] en échange de 500 000 N [608 \$] de la part de Boko Haram ». Nos recherches montrent également une corrélation entre le trafic de drogue et la présence de Boko Haram dans ces communautés. La pauvreté constitue un autre facteur clé qui pousse les gens à se lancer dans le commerce de la drogue. Pour empêcher le réenrôlement ou le retour au sein de Boko Haram/ISWAP, les gouvernements devraient :

- Renforcer les services sociaux de base tels que l'éducation, la santé et les soins médicaux dans les zones reprises au groupe armé et dans les zones où les opérations militaires sont toujours en cours.
- Encourager et mettre en œuvre des interventions ciblées, en commençant par la création d'opportunités professionnelles et en visant les jeunes en priorité. Cela peut empêcher le réenrôlement en vue d'un gain financier et renforcer la résilience des individus et des communautés.

Garantir une justice rapide et sûre dans les litiges en cours relatifs aux ressources locales exploitées par les insurgés djihadistes

La mauvaise gestion des ressources naturelles (i.e. l'accès à la terre et son utilisation) a conduit à des rivalités malsaines entre différents groupes ethniques au niveau communautaire. En raison des injustices perçues, les rivalités entre agriculteurs et éleveurs sont particulièrement répandues dans les zones reprises par le gouvernement autour du lac. Le phénomène du banditisme djihadiste exacerbe donc une situation déjà complexe et renforce la méfiance entre ces communautés, créant un contexte propice à l'émergence d'insurrections armées.

« Ils [Boko Haram et ISWAP] viennent là où il y a des ressources naturelles, comme le poisson que l'on retrouve désormais en abondance dans la zone fluviale de Geidam LGA. Ils pêchent le poisson et le vendent. C'est une bénédiction pour eux, ils gagnent leur vie »

(entretien, Geidam, Nigeria, septembre 2023).

Dans de nombreuses communautés situées le long de la frontière entre le Nigeria et le Cameroun (Mokolo, Koza, Gella, Hong et Mubi) et de la frontière entre le Cameroun et le Tchad (par ex. Kousseri), le banditisme est associé aux activités de certains groupes ethniques, voire considéré comme des attaques de vengeance perpétrées par des groupes ethniques/religieux perçus comme concurrents. Les insurgés djihadistes exploitent désormais les rivalités communautaires/ethniques pour obtenir des informations vitales sur des individus spécifiques à enlever. Le risque d'escalade du conflit dans ces communautés est donc encore plus grand en raison de la progression du banditisme. Pour empêcher les insurgés djihadistes d'exploiter davantage les tensions locales, les gouvernements respectifs devraient

- Renforcer les mécanismes de justice, tels que la magistrature et/ou les mécanismes traditionnels de résolution des litiges impliquant des représentants

de la communauté et la pratique de la justice réparatrice, pour les rendre plus **rapides**, plus responsables et plus transparents. Cela permettra aux procureurs, à la police et aux tribunaux de collaborer plus efficacement dans le cadre des litiges liés aux ressources locales et d'assurer une dissuasion et une sanction efficaces qui rétabliront la confiance des individus et de la communauté dans le système judiciaire.

- Un certain nombre d'initiatives visant à promouvoir le dialogue interethnique et interconfessionnel et à améliorer la communication entre les agriculteurs et les éleveurs ont déjà été mises en œuvre dans ces régions. Toutefois, il s'agit souvent de projets ad hoc et à court terme. **Les gouvernements et les partenaires internationaux devraient financer des programmes de réduction de la violence communautaire sur une base continue afin de s'adapter à l'évolution de la situation de la violence dans ces régions.**

Note de bas de page

- 1 Enquête menée dans les zones frontalières du bassin du lac Tchad (n= 4 575), couvrant 20 provinces frontalières et 40 communautés frontalières..
- 2 Enquête menée dans les zones frontalières du bassin du lac Tchad (n= 4 575).

Bibliographie

- USAID. (2017). *Celebrating the Return of Peace in Nigeria's Adamawa State*. US Agency for International Development. <https://www.usaid.gov/nigeria/news/celebrating-return-peace-nigerias-adamawa-state>
- Federal Government of Nigeria. (2023). With Victory Over Terrorists, We Must Develop Strong Confidence in Our Country. *The Statehouse*. <https://statehouse.gov.ng/news/with-victory-over-terrorists-we-must-develop-strong-confidence-in-our-country-president-buhari-says/>
- Oginni, S.O. (2023). Return to normalcy: transition and futures in insecure spaces. *Futures*, 153, 1–17 <https://doi.org/10.1016/j.futures.2023.103239>
- Agence France-Presse. (2018, September 09). Nigerian army claims 'normalcy restored' after Boko Haram attack. *The Guardian*. <https://www.theguardian.com/world/2018/sep/09/nigerian-army-claims-normalcy-restored-after-boko-haram-attack>
- Institute for Economics & Peace. (2024, February). Global Terrorism Index 2024: Measuring the Impact of Terrorism. <https://www.visionofhumanity.org/public-release-data/>

Impression

bicc – Bonn International Centre
for Conflict Studies gGmbH
Pfarrrer-Byns-Straße 1,
53121 Bonn, Germany
+49-(0)228-911 96-22
pr@bicc.de
www.bicc.de

DATE DE PUBLICATION: Mars 2024

ÉDITRICE: Elvan Isikozlu
RÉVISION DE TEXTE: Boubacar Haidara
TRADUCTION: Kern AG, Bertha-von-Suttner-Platz 1-7, 53111 Bonn
MISE EN PAGE DE TITRE: Silvia Gaianigo, Verena Krautter
ILLUSTRATION: Ben Buchenau, Oyewole Oginni
CRÉDITS PHOTO: Un habitant d'Ashigashia (communauté frontalière entre le Cameroun et le Nigeria) dessine les schémas des attaques de Boko Haram à la frontière entre le Cameroun et le Nigeria, 2023, Oyewole Oginni
IMPRESSION: Brandt GmbH, Rathausgasse 13, 53111 Bonn

<https://doi.org/10.60638/5ajq-zm75>

Cette note politique de la bicc a été élaborée dans le cadre d'un projet conjoint de l'Union africaine (UA), du Département des opérations de paix des Nations Unies (DPO) et de la bicc sur les "Approches régionales pour faire face aux groupes armés dans le Sahel", généreusement financé par le ministère fédéral allemand des Affaires étrangères.



Sauf indication contraire, ce travail est placé sous licence :
<https://creativecommons.org/licenses/by-sa/4.0/>



bicc Bonn
International Centre
for Conflict Studies

www.bicc.de

bicc est un institut de recherche international indépendant qui se consacre à la recherche et au conseil politique sur les conditions, la dynamique et les conséquences des conflits violents afin de contribuer à un monde plus pacifique. bicc a été foné en 1994 avec les soutien du Land allemand de Rhénanie-du-Nord-Westphalie et est membre de la communauté recherche Johannes-Rau.

HERBERT